



L'Observatoire marocain de la violence à l'égard des femmes « Oyoune Nissaiya » a vivement critiqué l'absence de politiques publiques intégrées sous forme de lois et de mesures visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes.

Dans son 7ème rapport présenté lors d'une conférence de presse organisée hier jeudi à Tanger sous le thème « Violence contre les femmes, absence de politiques publiques, absence de volonté pour l'éradiquer », 38.318 cas de violence ont été enregistrés par l'Observatoire dont 14.400 cas de violence psychique, 87.43 cas de violence physique, 1.770 cas de violence juridique, 12.561 cas de violence économique, alors que l'Observatoire a constaté 844 cas de violence sexuelle.

Le rapport a indiqué également que cinq femmes ont été tuées en 2014 et 16 ont été victimes de brûlures.

Le rapport a relevé que 80% des femmes violentées sont âgées entre 19 et 48 ans, 46% d'entre elles sont mariées et environ 25% sont veuves.

Ces données statistiques ont été collectées grâce à un travail assidu de plusieurs associations œuvrant dans le domaine de la lutte contre la violence dans toutes les régions du Royaume. En plus, ce rapport est basé sur des témoignages de femmes ayant subi des violences.

Sur le plan législatif, l'Observatoire a présenté plusieurs recommandations dont la nécessité d'adopter une loi sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes conformément aux conventions internationales relatives à la violence de genre, la réforme du Code pénal et du Code de procédure pénale. En ce sens, l'Observatoire a appelé, entre autres, à l'abrogation de tous les articles constituant une discrimination à l'égard des femmes, la pénalisation du viol conjugal, l'abrogation de l'article 490 du CP qui pénalise les relations consentantes entre majeurs.

Quant au Code de la famille, l'Observatoire a appelé à l'harmonisation de cette loi avec les conventions internationales ratifiées par le Maroc, l'annulation de la polygamie et le mariage des mineures, et à l'égalité homme-femme en matière d'héritage.

A noter que cette conférence de presse s'inscrit dans le cadre de la campagne mondiale pour la lutte contre la violence à l'égard des femmes. Elle a pour but de mettre à nu la violence exercée à l'égard des femmes et l'absence de politiques publiques sous forme de lois et de mesures qui peuvent aider à mettre fin à ce phénomène et à l'impunité dans les crimes de violence basés sur le genre.

Depuis sa création en 2006, l'Observatoire « Oyoune Nissaiya », qui regroupe actuellement 13 associations, dresse annuellement un rapport sur les cas de violences déclarées au cours de l'année par des victimes ayant pris attache avec les centres d'écoute. En outre, chaque association assume pendant trois ans la fonction de coordonner les actions de l'Observatoire et, actuellement, c'est l'Association « Assayida Al Houra » pour la citoyenneté et l'égalité des chances (région Tanger-Tétouan-El Hoceima) qui en a la charge.